

Rentrée 2021 : "L'accomplissement des réformes ne doit pas être détourné..."

12-15 minutes

La vaccination des élèves et des personnels va permettre d'avoir "plus de sérénité", espère Jean-Michel Blanquer. Le MEN explique, lors de sa conférence de presse de rentrée le 26 août 2021, que la vaccination fait partie des 3 piliers de la lutte contre l'épidémie à l'école avec les gestes barrière et les tests. Il justifie le fait de ne pas reporter la rentrée en métropole mais annonce que les protocoles pourraient, à terme, différer selon les territoires. Par ailleurs, il assure que les 12 engagements du Grenelle seront réalisés en 2021-2022 et fait un tour d'horizon des mesures en cours.



Jean-Michel Blanquer, lors de sa conférence de presse de rentrée, le 16 août 2021 AEF - Erwin Canard

Pour Jean-Michel Blanquer, l'année scolaire 2021-2022, qui s'ouvre pour les élèves le 2 septembre, est celle du "plein accomplissement des réformes". Alors que le Covid-19 et son variant Delta continuent de circuler fortement sur le territoire français, le ministre de l'Éducation nationale fait le vœu de "continuer à creuser les sillons" de sa politique éducative. Il ne veut pas en être "détourné par la crise sanitaire".

Le plan de sa conférence de presse de rentrée, lors de laquelle il s'exprimait ce 26 août, a illustré cette volonté : ce n'est qu'après environ une heure de présentation des réformes engagées depuis 2017 et à venir que Jean-Michel Blanquer a évoqué la rentrée

2021.

Les capteurs de CO2 "ne sont pas centraux" dans la lutte contre le covid

La gestion de la crise sanitaire dans les écoles et établissements scolaires, en cette nouvelle année, va se baser sur trois "piliers", a expliqué le ministre. Tout d'abord, la poursuite des gestes barrière, prévus par le niveau 2 du protocole en vigueur à partir de septembre ([lire sur AEF info](#)) : lavage régulier des mains, aération fréquente des locaux restent la règle, limitation du brassage par niveau, désinfection des surfaces, port du masque en intérieur et conditionné, en extérieur, à la situation du territoire, activités sportives en intérieur à l'exception des sports de contact.

Alors que des acteurs éducatifs demandent instamment l'installation de capteurs de CO2 dans toutes les classes ([lire sur AEF info ici](#), [ici](#) et [là](#)), Jean-Michel Blanquer assure "encourager" leur généralisation. Il rappelle toutefois que cette mesure relève de la compétence des collectivités territoriales et nuance en soulignant que "ces capteurs ne sont pas centraux dans la stratégie de lutte contre l'épidémie. Ils sont comme un thermomètre, le plus important est surtout d'ouvrir les fenêtres le plus souvent possible".

Le ministre assure néanmoins "travailler pour aider les collectivités qui auraient des difficultés financières pour les acquérir". Il précise qu'une circulaire sera bientôt publiée sur ce point. Quant aux purificateurs d'air, le ministre se montre plus sceptique : "Tous n'ont pas la même vertu, certains peuvent avoir un effet contre-productif".

Tester et vacciner

Le deuxième pilier est la stratégie désormais connue du "tester, alerter, protéger". "La stratégie de test se déploie massivement dans le 1er degré, avec 600 000 tests hebdomadaires, chiffres que nous commençons à atteindre en fin d'année dernière", assure Jean-Michel Blanquer. Et de poursuivre : "Dans le second degré, il y aura autant d'autotests que nécessaire pour arriver à s'adapter et à rompre les chaînes de contamination".

Le ministre précise que les personnels qui le souhaitent se verront encore distribuer deux autotests par semaine. L'an dernier, la campagne d'autotests dans les lycées n'a pas été au niveau escompté par le ministère ([lire sur AEF info](#)). De nombreux autotests restent d'ailleurs stockés dans les établissements ([lire sur AEF info](#)).

Troisième pilier : la vaccination ([lire sur AEF info](#)). Elle va permettre, assure le ministre, d'avoir "plus de sérénité que nous avons eu précédemment". Citant une enquête Ipsos, Jean-Michel

Blanquer indique que 78 % des professeurs ont terminé leur schéma vaccinal et 11 % vont recevoir leur deuxième dose sous peu. Quant aux 12-17 ans, 57 % ont déjà reçu une première dose. "Notre volonté est d'élargir la vaccination. Nous travaillons pour qu'une proposition vaccinale soit faite pour ces élèves au plus près du terrain, pour se faire vacciner, soit dans l'établissement, soit à proximité". Différentes modalités d'organisation sont prévues : le déplacement d'une équipe mobile de vaccination dans l'établissement scolaire ou à proximité ; le déplacement des élèves, à pied ou en transport, dans les centres de vaccination ; la venue de "vaccibus", des créneaux réservés par établissement avec ou sans rendez-vous, etc. ([lire sur AEF info](#)).

La gestion de la crise pourra être différente selon les territoires y compris en métropole

Le 25 août, le gouvernement a décidé de reporter la rentrée en Guadeloupe, en Martinique et dans une partie de la Guyane (Cayenne et ses environs) en raison de la situation épidémique ([lire sur AEF info](#)). "Nous avons fait une différenciation entre la métropole et l'Outre-mer, qui a des conditions particulières", justifie Jean-Michel Blanquer, qui ajoute en revanche que "la rentrée s'est bien passée à La Réunion, avec seulement 0,2 % des classes fermées" ([lire sur AEF info](#)), et où la campagne vaccinale "commence bien", selon lui, ainsi qu'à Mayotte. L'objectif est de rouvrir les écoles dans 15 jours dans les Antilles et en Guyane, explique le ministre, même si cela "dépend des conditions sanitaires".

En revanche, il n'est pas question de décaler la rentrée en métropole. "Il n'y a aucun département de métropole qui est dans la même situation que dans les Antilles". Toutefois, admet-il, "nous aurions pu avoir un niveau de protocole différent mais le niveau sanitaire nous a conduits au niveau 2 partout car il y a une tendance à l'homogénéité", expliquant se baser sur les critères de santé publique générale ainsi que sur des critères "propres à l'Éducation nationale", comme le taux de vaccination des personnels et des élèves.

Jean-Michel Blanquer n'exclut pas, à l'avenir, que des "décisions locales" différentes, y compris en métropole, puissent être prises.

Les 12 engagements du Grenelle seront "réalisés en 2021-2022"

Jean-Michel Blanquer a donc par ailleurs balayé de nombreux sujets éducatifs hors crise sanitaire, et notamment les mesures de ressources humaines, issues notamment du "Grenelle de l'éducation". Le ministre a rappelé avoir pris 12 engagements ([lire sur AEF info ici](#) et [là](#)) et assure qu'ils seront "réalisés en

2021-2022".

Parmi eux, celui de la revalorisation des personnels. Le ministre a d'ailleurs présenté, le 25 août, aux syndicats, la "deuxième marche", après celle de 2021 ([lire sur AEF info](#)). "Un jeune professeur qui gagnait 1 700 euros nets en 2020 gagnera 1 869 euros en 2022. Ce sont des augmentations substantielles, qui ont vocation à continuer. L'objectif est qu'il n'y ait pas un seul professeur en France qui gagne moins de 2 000 euros par mois, et il est évident que si nous sommes en responsabilités au-delà de 2022, nous atteindrons cet objectif", promet Jean-Michel Blanquer.

Il souligne aussi l'enveloppe de 60 millions d'euros dédiée à la revalorisation des AESH ([lire sur AEF info](#)). Et d'assurer, que "ce quinquennat sera de très loin celui qui aura augmenté le plus le budget de l'Éducation nationale" ([lire sur AEF info](#)).

Le ministre rappelle également les mesures autour de la direction d'école, en particulier l'augmentation des décharges ([lire sur AEF info](#) [ici](#) et [là](#)), et assure que la proposition de loi de Cécile Rilhac va bientôt être de nouveau examinée par le Parlement ([lire sur AEF info](#)).

En résumé, selon Jean-Michel Blanquer, "en cette rentrée, il y a des évolutions très positives en matière de gestion des RH".

La limitation à 24 élèves par classe "pleinement atteinte" à la rentrée 2022

Le ministre a commencé sa conférence de presse par rappeler les deux principes sur lesquels il fonde sa politique : l'élévation du niveau général des élèves et "donner plus à ceux qui ont moins".

Pour justifier le premier, Jean-Michel Blanquer a cité les dédoublements de classes de grande section, CP et CE1 d'éducation prioritaire : actuellement, selon lui, 50 % des classes en REP et 90 % en REP+ sont dédoublées ([lire sur AEF info](#)). Aussi, l'objectif de limitation à 24 élèves dans les classes de la grande section au CE1 partout en France sera "pleinement atteint à la rentrée prochaine. Aujourd'hui, c'est déjà le cas dans une grande majorité des classes", assure-t-il. En janvier dernier, cela concernait 74 % des classes ([lire sur AEF info](#)).

Ce premier principe se retrouve aussi, selon le ministre, dans la mise en place des évaluations nationales, dans l'instruction obligatoire à 3 ans, dans le dispositif "devoirs faits" (qui concernait un collégien sur 3 à la rentrée dernière, selon le ministre) et les réformes du lycée, professionnel, général et technologique.

Quant au deuxième principe, la politique autour de l'école inclusive ("100% du territoire est couvert par les Pia!"), de l'éducation prioritaire et les internats d'excellence en sont les illustrations,

selon Jean-Michel Blanquer. Nathalie Élimas, secrétaire d'État à l'éducation prioritaire, a mis en avant le déploiement des petits-déjeuners gratuits ([lire sur AEF info](#)), pour lesquels 1 000 communes sont actuellement engagées selon elles, et qui a pu bénéficier à 238 000 enfants l'an dernier. À compter de la rentrée, le dispositif devrait concerner 3 000 classes et plus de 500 000 élèves ([lire sur AEF info](#)).

Une mission à Jean-Marc Merriaux et la création d'un "conseil supérieur des langues"

En outre, Jean-Michel Blanquer a cité plusieurs autres mesures en cours de mises en œuvre, dont la plupart étaient déjà présentes dans la circulaire de rentrée ([lire sur AEF info](#)) :

- la généralisation du **programme PHARE** contre le harcèlement scolaire ([lire sur AEF info](#)), et notamment contre le **cyberharcèlement**. Le ministre a annoncé avoir confié une **mission sur le sujet à Jean-Marc Merriaux**, ex- DNE ([lire sur AEF info](#)) ;
- des dispositifs de **lutte contre les violences** avec "dans chaque académie, des équipes qui viennent en appui des établissements" ;
- le **Pass'sport**, le "**savoir rouler**" et "**savoir nager**" avec notamment des appels à projets autour de l'aisance aquatique et la distribution pour les jeunes d'un chèque de 50 euros d'aide à l'inscription dans un club sportif ;
- le **pass culture**, qui sera l'équivalent de 800 euros par an pour chaque classe de collège, à partir de la 4e, et lycée ([lire sur AEF info](#)) ;
- la création d'un **conseil supérieur des langues** (étrangères, régionales, des civilisations anciennes) ;
- le financement, à partir de 2022, de la **mobilité internationale** d'au moins 10 % des futurs professeurs ([lire sur AEF info](#) [ici](#) et [là](#)) ;
- la certification **PIX** à partir de cette rentrée pour les élèves en 3e, en lycée, en [BTS](#), en [CPGE](#) ([lire sur AEF info](#)) ;
- l'**évaluation des établissements** avec l'objectif "que 20 % des établissements soient évalués chaque année. C'est un levier de progrès éducatif considérable", assure le ministre ([lire sur AEF info](#)).

Lancement d'une campagne sur la laïcité



Le ministère de l'Éducation nationale organise, en septembre 2021, une campagne d'information autour de la laïcité et des valeurs de la République.

| Droits réservés - DR

La laïcité fait l'objet d'une mobilisation particulière à l'occasion de la rentrée scolaire. Le ministère va engager, en septembre, une campagne nationale de communication pour la promouvoir à l'école, auprès de "toute la communauté éducative et, plus largement de l'opinion publique". Déclinée autour de 8 visuels diffusés en ligne et déployés dans les établissements du primaire et secondaire, elle inscrit "le récit de la laïcité dans le quotidien des enfants", "en lien avec les valeurs de la République", expose le MEN.

Par ailleurs, les écoles, collèges et lycées vont recevoir un coffret "guide républicain" destiné aux équipes pédagogiques et éducatives afin qu'elles puissent "s'approprier", "enseigner", "défendre" et "faire vivre" les valeurs de la République à l'école. Cet ensemble comporte le vademecum *La Laïcité à l'école*, un recueil de textes établi par le Conseil des sages de la laïcité *L'idée républicaine*, et *La République à l'École*, soit "une somme pédagogique" identifiant les enjeux liés à la notion dans différents champs disciplinaires.

Enfin, 1 000 formateurs devraient être formés à la laïcité à compter de la rentrée, dans le cadre d'un plan quadriennal ([lire sur AEF info](#)). La formation à la laïcité figure comme une "priorité du schéma directeur de la formation continue des personnels de l'éducation nationale 2022-2025" qui sera publié fin 2021, précise le ministère.